

Comité Local (CSAL Aude)

28 novembre 2024

DECLARATION

Contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 Mèl : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr

Monsieur le Président,

Le 02 décembre se tient un comité de Réseau qui va annoncer les suppressions d'emplois 2025 à la DGFIP dans la foulée du projet de loi budgétaire 2025 débattu au Parlement. Le gouvernement demande 20 milliards d'économies et 40 milliards de recettes. Encore une fois Bercy sera le premier pourvoyeur d'économies et de suppressions d'emplois avec 500 suppressions nettes. Dans nos départements ce sera 730 suppressions nettes puisque des créations sont prévues dans des directions nationales et à la centrale... Quant aux ministères qui sont le cœur de l'appareil répressif de l'État, ils auront tous des effectifs et moyens à la hausse, avec en tête l'armée et les commandes au complexe militaro-industriel dont 10 milliards pour la modernisation de l'arsenal nucléaire, la police et la gendarmerie, la justice (en particulier les prisons). Sans oublier que le premier poste budgétaire c'est l'aide publique aux entreprises qui est de 157 milliards par an sous Macron.

Jamais autant de richesses n'ont été créées dans le pays, il n'y a aucune raison à de nouvelles coupes budgétaires dans les services publics ou les dépenses sociales sinon d'augmenter les taux de profit du capital.

Pourtant nous assistons au fonctionnaire bashing : 3 jours de carence, baisse de la charge des arrêts maladies, fin de la GIPA, blocage du point d'indice etc

Les médias et les experts font en effet à longueur d'antenne peur à la population mais aucun Etat ne peut faire faillite ; en outre il se trouve que les marchés et opérateurs s'arrachent la dette française qui est une des plus demandées (car sûre) tandis qu'il y a plus de demande que d'offre de dettes françaises.

Sur l'emploi dans l'Aude, nous vous posons donc la question du verdict rendu pour notre DDFIP11. Nous savons qu'avec un comité de réseau lundi c'est-à-dire dans un jour ouvré, vous connaissez les chiffres de suppressions ou créations. **Nous comptons sur votre transparence pour nous les fournir.**

La nouvelle campagne des avis TH est une catastrophe et les soi-disant points prévus par les notes de campagnes, visios et autres infos com interne sont bidons. Rien ne fonctionne comme prévu, les contentieux s'accumulent et des contribuables sont laissés sans réponse car nous n'en n'avons aucune de compréhensible ou aucune du tout. Nous ne parlons même pas des erreurs par le contribuable sur la saisie du nom d'un locataire par exemple et qui génèrent des avis erronés sans doute par dizaines de milliers. Toutes les mises à jour sont déchargées sur l'action des usagers et sur le pari débile qu'ils ne commettent

pas d'erreurs ou qu'ils pensent à faire leurs mises à jour. Les sms et mails envoyés en masse ça ne fonctionne pas. **La CGT a prévenu avant même le début que GMBI**, cette application faite au rabais et lancée précipitamment aurait des conséquences désastreuses pendant des années. Nous y sommes toujours et la DGFIP ne fait rien de valable pour y remédier. 2023 des enfants ont reçu des avis (2024 aussi) et 913.000 avis THS ont été dégrevés sur un peu moins de 4.000.000 (soit 25%). Combien en 2024 ? Et cette année ce sont les avis THLV et TLV qui sont aussi erronés en masse... Et nous allons même recevoir des listes à traiter en janvier, mais celles-là étaient prévues : comme celles des contribuables avec 2 locaux « locataires » qui ne seront d'office taxés qu'une fois et qu'il faudra donc vérifier ...

Bref on ne veut plus de vos approximations et incompétences, nous voulons des moyens pour mettre à jour ou remplacer immédiatement cette application, des cellules contentieuses spéciales avec recrutement ou un moratoire sur les avis TH, THLV, tant que des solutions réelles ne sont pas trouvées.

Les sujets locaux sont très nombreux au quotidien des agents de la direction mais à l'ordre du jour de ce CSA nous ne voyons quasiment qu'un point d'information sur le télétravail avec de très faibles statistiques locales. Les autres étant des points d'info sur un changement d'horaires à Limoux qui ne fait pas perdre une minute de réception pour les usagers mais qui pose d'autres questions. Egalement vous proposez un point d'info pour signaler la fin des ponts dit « naturels ».

En plus des problématiques locales sur l'emploi ou les SIP évoquées dans cette déclaration liminaire, nous avons donc des questions locales : des questions sur votre tableau des effectifs. **Besoin d'un point sur le renfort CDC par SIP de la DDFIP11** pour la campagne des avis de novembre (participation, résultats), **d'un point sur la relance Mairie** suite à leur non réponse aux points évoqués dans la lettre du 25 mars de M. Pessarossi au sujet du parking sur Carcassonne. **Point sur les problèmes des travaux sur Narbonne** notamment dans leur préparation que nous pouvons pour l'instant qualifier de ratée.

Nous appelons enfin toujours les collègues à s'organiser avec le syndicat car c'est bien au crédit de ceux qui ont lutté en faisant grève pour les rémunérations en 2023 comme en janvier et le 19 mars dernier que les syndicats ont pu gagner 300 euros d'indemnitaire pour 2024 et 500 euros en 2025 même si cela reste très insuffisant. Et c'est également seulement avec nos luttes que nous ferons reculer les dernières mesures, ensemble dès le 05 décembre.

La CGT Finances Publiques Aude